



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS**

-----

L'an deux mille vingt-deux, le dix- neuf mai à dix-huit heures, le Conseil s'est réuni à la salle Raymond LAVOGEZ (COSEC 1) à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 13 mai 2022, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

**Etaient présents :** Tous les conseillers communautaires titulaires en exercice, à l'exception de :

**Etaient excusés et avaient donné pouvoir :**

**Anthony JOUVENEL** a donné pouvoir à **Daniel FASQUELLE**  
**Didier BRICOUT** a donné pouvoir à **Amélie JANKOWSKI**  
**Hubert DOUAY** a donné pouvoir à **Jean-Claude ALLEXANDRE**  
**Claude COIN** a donné pouvoir à **Roselyne KOERS**  
**Jean-Claude GAUDUIN** a donné pouvoir à **Valérie DELORME**  
**Joël LEMAIRE** a donné pouvoir à **Jeannine SAMASSA**  
**Christelle BEAURAIN** a donné pouvoir à **Maryse MAILLART**  
**Bernard WAUQUIEZ** a donné pouvoir à **Philippe FAIT**  
**Philippe COUSIN** a donné pouvoir à **Jacques FLAHAUT**  
**Pierre- Georges DACHICOURT** a donné pouvoir à **Bernard MORGENTHALER**  
**Valérie DECLERCQ** a donné pouvoir à **Jocelyne CAULIER**  
**Jean-Marie MICHAULT** a donné pouvoir à **Danièle BERTIN**  
**Michel KUCHARSKI** a donné pouvoir à **Claudine TORABI**  
**Jean-Jacques OPRESCO** a donné pouvoir à **Claudine OBERT**  
**Sébastien BAILLET** a donné pouvoir à **Franck TINDILLER**  
**Josiane BOUTOILLE** a donné pouvoir à **Dominique DELSAUX**  
**Charles LANQUETIN** a donné pouvoir à **Gaston CALLEWAERT**  
**Jean-Paul de LONGUEVAL** a donné pouvoir à **David CAUX**  
**Thierry SAMIEC** a donné pouvoir à **Véronique DECLERCQ**  
**Didier BOMY** a donné pouvoir à **Margarète BARBARA**

**Etaient excusés et représentés par un suppléant :**

**Hubert MAQUAIRE** représenté par **Vincent LECOUTRE**  
**Bruno DELENCLOS** représenté par **Jérémy PERNAK**

**Etaient absents excusés et non représentés :**

**Marc DELABY, Sébastien BETHOUART, Michel HEDIN, Daniel DUBOIS, Jean-François ROUSSEL, Benoît ROUZE, Daniel THILLIEZ,**

**Secrétaire de séance :** Roseline KOERS

|                   |                           |
|-------------------|---------------------------|
| Numéro de l'acte  | 2022-163                  |
| Nature de l'acte  | Délibération              |
| Matière de l'acte | 2.1 Documents d'urbanisme |

**Objet : Planification - Approbation de la modification de droit commun du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer**

• **Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois sur avis du Bureau,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.153-36 et suivants, R. 104-12, R153-20 et suivants ;
- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 16 décembre 2015 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu la délibération du conseil communautaire du 14 décembre 2017 portant mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet ;
- Vu le courrier en date du 11 juillet 2019, émanant de la commune d'Etaples-sur-Mer, sollicitant le lancement d'une procédure de modification du PLU communal
- Vu l'avis favorable de la commission n°7 du 30 septembre 2019 ;
- Vu l'arrêté du Président, n°2021-62 en date du 9 novembre 2021 portant engagement de la procédure de modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer ;
- Vu la saisine de l'autorité environnementale en date du 16 novembre 2021 sur le projet de modification du PLU communal ;
- Vu la notification du projet de modification du PLU d'Etaples-sur-Mer aux personnes publiques associées mentionnées l'article L. 153-40 du code de l'urbanisme ainsi qu'à la commune d'Etaples-sur-Mer, en date du 17 novembre 2021 ;
- Vu l'avis de non soumission à évaluation environnementale rendu par la MRAe en date du 11 janvier 2022 ;
- Vu l'avis favorable sans réserve de la commune et les retours réputés favorables formulés par les personnes publiques associées ;
- Vu l'arrêté n°2022-5 en date du 02 février 2022 portant organisation d'une enquête publique sur le projet de modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer ;
- Vu le procès-verbal de synthèse faisant état des observations du public fourni par le commissaire enquêteur en date du 06 avril 2022 ;
- Vu le mémoire en réponse de la CA2BM en date du 07 avril 2022 ;
- Vu l'avis favorable sans réserve ni recommandation du commissaire enquêteur en date du 26 avril 2022 ;

- Considérant que l'enquête publique s'est déroulée en mairie d'Etaples-sur-Mer (seule commune concernée) ;
- Considérant que l'ensemble des modalités définies dans l'arrêté du Président n°2022-5 ont été respectées (affichage, parutions, avis informant le public...) ;
- Considérant que le dossier de modification présentant l'exposé des motifs ainsi qu'un registre permettant au public de formuler ses observations ont été mis à la disposition du public en mairie d'Etaples-sur-Mer du lundi 28 février 2022 au vendredi 1<sup>er</sup> avril 2022 inclus et sur le site internet de la CA2BM ;
- Considérant que 9 observations ont été inscrites sur le registre d'enquête, que 9 courriers et 2 mails ont été enregistrés et annexés au registre ;
- Considérant que 5 personnes se sont présentées à la permanence d'accueil du commissaire enquêteur et que 3 personnes se sont présentées en dehors des permanences d'accueil du public ;
- Considérant que 6 contributions ont fait l'objet d'une modération partielle ou complète et que l'ensemble des observations non modérées a été publié sur le site internet de la CA2BM au fur et à mesure ;
- Considérant qu'à l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a remis son procès-verbal de synthèse faisant état des observations du public auxquelles la CA2BM a répondu ;
- Considérant que les réponses aux observations du public figurent dans le mémoire en réponse de la CA2BM établi le 07 avril 2022 ;
- Considérant que le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve ni recommandation à la modification du PLU en date du 26 avril 2022 ;
- Considérant qu'au terme de l'enquête et compte tenu de ses résultats, des observations du public et des avis des personnes publiques associées, le responsable du projet peut être amené à modifier de manière non substantielle le dossier ;
- Considérant qu'il y a lieu de procéder à une modification non substantielle du projet afin de reformuler une indication portant sur les « Plans de Prévention Risques Inondation ou Littoral » pour qu'elle s'intègre dans l'esprit d'une règle inscrite au sein du PPRL ;

**Après avoir entendu l'exposé du rapporteur et en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire décide :**

- d'approuver le projet de modification du PLU de la commune d'Etaples-sur-Mer, tel qu'annexé à la présente délibération.

Conformément aux articles R 153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet :

- d'un affichage en mairie d'Etaples-sur-Mer ainsi qu'au siège de la CA2BM durant un mois ;
- d'une mention dans un journal d'annonces légales diffusé dans le département ;
- d'une publication au recueil des actes administratifs.

Le dossier de la modification du plan local d'urbanisme sera tenu à la disposition du public à la mairie d'Etaples-sur-Mer ainsi qu'au siège de la CA2BM aux jours et heures habituels d'ouverture. Les conclusions du commissaire enquêteur seront mises en ligne sur le site internet de la CA2BM et le PLU opposable sera mis en ligne également.

La délibération deviendra exécutoire à compter de la dernière publication.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif

de Lille (5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – 59000 LILLE) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

### **Adopté à la majorité**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

**Le Président,**

**Bruno COUSEIN**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20220519-2022-163-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/05/2022

Affichage : 20/05/2022